



LA RSA CHEZ CARE FRANCE

Panorama des avancées

Année 2018



PANORAMA DES AVANCÉES 2018

Pour la quatrième année consécutive, CARE France publie son *Panorama des avancées en RSA* (responsabilité sociétale des associations). Cette publication, toujours pilote dans notre secteur, est désormais attendue par nos parties prenantes et à l'intérieur du réseau CARE International.

Nous utilisons à dessein l'expression « panorama des avancées » plutôt que « rapport de développement durable ». En effet, CARE France est une association de taille moyenne. Nos capacités d'analyse sont comparables à celles d'une PME de même taille : nous ne pouvons absolument pas produire un rapport de développement durable comme le font les grandes entreprises.

Notre démarche a une dimension pédagogique et d'exemplarité, à destination de nos confrères mais aussi des PME. Elle vise également à développer la fierté d'appartenance des salarié-e-s, des bénévoles, des donateurs et donatrices individuels et des membres du conseil d'administration.

Notre activité programmatique et de collecte de fonds pour 2018 est décrite avec précision dans notre rapport annuel consultable en ligne. Les ressources financières ont été de 32 millions d'euros dont 85% ont été affectés à la mission sociale. Les événements les plus significatifs ont été le lancement des grands programmes de résilience autour du **Lac Tchad** (Cameroun, Niger et Tchad) et du programme d'accès à l'eau *Rano Wash* à **Madagascar** : en 2018, CARE France a apporté une aide à 815.000 personnes.

Plus de 102 000 donateurs privés français ayant soutenu nos actions. Ce nombre croît avec régularité tous les ans. Cette confiance nous honore et nous oblige.

En matière sociale, le fait le plus marquant est le renforcement de notre politique de prévention des abus et de l'exploitation sexuelle suite aux révélations de pratiques inacceptables dans notre secteur.

Ce *Panorama* est disponible sur le site internet de l'association : www.carefrance.org. Toutes les remarques et contributions sont bienvenues et peuvent être adressées à CARE France à l'adresse info@carefrance.org.

Nous vous remercions chaleureusement de l'intérêt que vous portez à nos actions.

Lorraine Donnedieu de Vabres - Tranié, présidente

et Philippe Lévêque, directeur général

Note 1 : Nous vous invitons à lire ce panorama en complément des publications précédentes. Nous conservons la même architecture, celle du référentiel des *7 questions centrales de l'ISO 26000*¹. Les indicateurs de progrès vers les objectifs sont présentés en fin de document. La période analysée va de juillet 2017 à juin 2018, couvrant notre exercice fiscal 2018. Le périmètre d'analyse reste celui des activités menées par le siège parisien de l'association mais, comme auparavant et par souci de transparence, ce périmètre est étendu à certaines activités de terrain lorsque les enjeux ou données sont jugés significatifs.

Note 2: nous tenons à préciser que ce panorama RSA est rédigé en interne par les équipes de CARE au mieux de leurs connaissances et en toute bonne foi. Il ne peut en aucun cas avoir valeur d'audit ni engager ses auteurs et le Conseil d'Administration.

¹ [/www.iso.org/fr/iso-26000-social-responsibility.html](http://www.iso.org/fr/iso-26000-social-responsibility.html)

Interview de Loraine Donnedieu de Vabres-Tranié, présidente de CARE France

Vous venez de prendre la présidence de l'association. Quelles sont vos priorités ?

Je suis membre du Conseil de CARE France depuis 2014, je suis aussi membre du conseil de CARE Maroc ; je connais bien l'association et son travail et je suis fière d'en prendre la présidence. Mais j'ai aussi des vies professionnelle et familiale bien remplies ! Comme beaucoup de femmes, je mène tout cela de front : je comprends bien les défis auxquels sont confrontées les femmes que nous soutenons, dans des environnements sociaux, économiques, environnementaux ou culturels si difficiles pour elles. Mon métier d'avocate me rend particulièrement sensible à la question des droits humains : il est important à mes yeux que CARE travaille sur les causes profondes des injustices faites aux plus vulnérables et apporte des solutions durables, intégrant et respectant toutes les parties prenantes.

Interview de Philippe Lévêque, directeur de CARE France

Comment avez-vous réagi lorsqu'est sorti le scandale des abus sexuels dans le secteur humanitaire ?

Comme toutes et tous, j'ai été effondré... Notre réseau a opté pour une politique de totale transparence et évidemment de tolérance zéro. Nous avons déjà et depuis longtemps une politique de prévention des abus sexuels. Nous avons à nouveau communiqué fortement et régulièrement avec toutes nos équipes partout dans le monde, et également avec les médias et les bailleurs de fonds. En proportion de sa taille, le réseau CARE a eu peu de cas. A l'évidence, c'est d'abord parce qu'il faut mieux faciliter la libération de parole et la remontée d'informations. Peut-être aussi est-ce parce que notre réseau est largement féminisé et que nous mettons un tel accent sur les droits des femmes et des filles et sur la masculinité positive. Il reste néanmoins tant à faire pour éviter les abus...

Interview de Fanny Petitbon, responsable plaidoyer de CARE France

Pouvez-vous partager avec nous une satisfaction et un challenge ?

Tout le réseau de CARE International s'est mobilisé autour de la campagne-phare Au Boulot #ViolenceZéro. L'objectif ? Convaincre les gouvernements, les entreprises et les syndicats d'adopter la première convention de l'Organisation Internationale du Travail pour lutter contre les violences et le harcèlement au travail. Cela nous a incité à sortir de notre zone de confort, à travailler avec de nouveaux partenaires associatifs et syndicaux et à influencer des acteurs (ministère du travail, entreprises) que nous n'avions jamais ciblés auparavant.

Et les résultats sont là : CARE France a été la seule ONG consultée par le gouvernement français en marge des négociations à l'OIT, notre pétition en ligne a récolté plus de 35 000 signatures et nous avons convaincu une grande entreprise française au rayonnement international de soutenir cette convention. Mais rien n'est encore gagné ! Nous resterons mobilisés jusqu'à la Conférence Internationale du Travail de juin 2019 qui décidera de l'adoption ou non de cette convention.

Table des matières


1. VISION, VALEURS, HISTOIRE	5
1.1 VALEURS	5
1.2 LA GOUVERNANCE DE CARE INTERNATIONAL.....	6
1.3 CARE FRANCE EN RÉSUMÉ	7
2. GOUVERNANCE, CARTOGRAPHIE DES RISQUES	7
2.1 LA GOUVERNANCE DE CARE FRANCE.....	7
2.2 LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES	8
2.3 PROJETS ET AUDITS	9
3. LA LOYAUTE DES PRATIQUES	9
3.1 NOTRE ÉTHIQUE	9
3.2 TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ	10
3.3 PLACEMENTS FINANCIERS.....	10
4. GENRE, DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES, DROITS HUMAINS	10
4.1 APPROCHES ET OBJECTIFS.....	10
4.2 RECONNAISSANCE DES PARTIES PRENANTES DANS LES PROGRAMMES	11
4.3 LA DIMENSION GENRE DANS LES PROJETS	12
4.4 PROGRAMMES ET DROITS HUMAINS	13
5. LES RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
5.1 LE PLAN D’ACTION GENRE	15
5.2 FORMATION ET RÉMUNÉRATIONS	15
5.3 CONDITIONS DE TRAVAIL	16
5.4 HARCELEMENT, ABUS SEXUELS.....	16
6. LES QUESTIONS RELATIVES AUX PARTIES PRENANTES EXTERNES	17
6.1 LES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES	17
6.2 LES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS INSTITUTIONNELS.....	17
6.3 LES RELATIONS AVEC LES DONATEURS ET DONATRICES PRIVÉS.....	18
6.4 LES RELATIONS DE PROXIMITE DANS LE 19 ^{EME} ARRODISSEMENT	18
7. LES ACTIONS DE CARE FRANCE POUR L'ENVIRONNEMENT	19
7.1 UN MARQUEUR RESILIENCE POUR CHAQUE PROJET	19
7.2 LE PLAIDOYER CONTRE LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES	20
7.3 LE BILAN CARBONE DE CARE FRANCE	20
7.3.1 La consommation d’énergie	20
7.3.2 Le transport.....	21
7.3.3 Le fonds carbone interne	22
7.4 LE RECYCLAGE.....	22
7.5 ACHATS DURABLES.....	23
7.6 SENSIBILISATION DES ÉQUIPES	23
8. TABLEAU DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PROGRES	24

1. Vision, valeurs, histoire

1.1 VALEURS

Les membres de l'association CARE France partagent la vision et les valeurs du réseau CARE International : CARE France lutte contre les causes structurelles de l'extrême pauvreté, soutient le développement de solutions locales durables, promeut les actions de prévention et d'adaptation aux dérèglement climatiques et intervient dans les situations d'urgence.

CARE France agit et plaide **en faveur des droits des plus vulnérables et de l'égalité des genres**, en étroite collaboration avec le réseau CARE International.



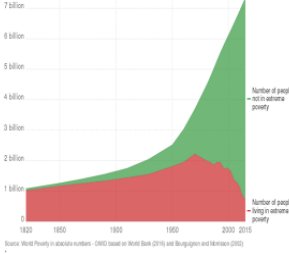
LA VISION DE CARE

Il est possible d'en finir avec l'extrême pauvreté en une génération...

- si des politiques de justice sociale et environnementale sont mises en place,
- si le développement économique est inclusif,
- si les normes de genre évoluent.

• Dans 25 ans, il est possible de réussir à ce que personne ne vive avec moins de 1,90 \$ par jour (=1,25\$ de 2005)
 • l'extrême pauvreté a déjà été réduite de 50% depuis 2000 (840 millions de personnes en 2015, max: Nigeria)
 • Les femmes et les filles forment la grande majorité des personnes les plus vulnérables: leur émancipation est à la fois une fin en soi et une condition du succès.
 • Les objectifs mondiaux du développement durable visent ces résultats

World population living in extreme poverty, 1820-2015
Extrême pauvreté à court et long terme (selon le niveau de base 1 \$ "Yipemissions" par Day International) à un dollar par jour (selon le niveau de base 1,25 \$ "Yipemissions" par Day International)



Sources: World Poverty in Numbers Database - OPHI based on World Bank (2014) and Bourgeois and Hureau (2015)

Number of people in extreme poverty

Number of people who are women and girls in extreme poverty

CARE International, et donc CARE France, s'inscrivent dans cette perspective



L'EXPRESSION DE LA MISSION DE L'ASSOCIATION

- **Qui? CARE France est une ONG au service du terrain**
 - qui combat l'extrême pauvreté dans les pays les moins avancés
 - qui aide les personnes les plus vulnérables frappées par une catastrophe
- **Quoi? Nos projets viennent du terrain, ils sont faits pour et avec les femmes, premières agentes des changements**
 - nos programmes développent les droits sociaux, politiques, économiques et environnementaux des femmes et des filles
 - ils s'élaborent à partir de la diversité des demandes des communautés
 - ils s'attachent à faire évoluer les normes de genre et intègrent les hommes et les garçons dans cette évolution
- **Comment? Nos équipes majoritairement locales et nos partenaires renforcent la résilience des groupes de femmes**
 - face aux inégalités de pouvoir et à leurs causes systémiques
 - face aux dérèglements climatiques et lors des conflits
 - en promouvant leur développement économique

1.2 LA GOUVERNANCE DE CARE INTERNATIONAL

Fondé en 1945, CARE International est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel.

Le réseau CARE regroupe 18 membres, associations, fondations ou entreprises sociales indépendantes relevant du droit de leur pays d'établissement, qui travaillent ensemble pour la mise en œuvre chaque année de près de 1000 projets d'urgence et de développement dans le monde.



Tous les membres sont des organisations autonomes qui ont le contrôle total de l'utilisation de leur collecte de fonds et la responsabilité des projets mis en œuvre sur le terrain.

Les projets choisis par les membres sont mis en œuvre par des bureaux-pays placés sous la responsabilité légale et managériale de l'un des membres.

Il n'y a pas de mise en commun des collectes de fonds ni des autres ressources financières, sauf pour le financement d'initiatives jointes comme les activités du secrétariat international, ou le fonds d'urgence et l'équipe d'urgence communs à tous les membres (cf le rapport financier de CARE France pour les montants concernés, modestes en proportion des ressources de CARE France).

Le secrétariat général de CARE International est basé à Genève. La gouvernance de CARE International est formée par l'assemblée générale des membres (*the Council*), généralement représentés par leur présidente ou président. Le *Council* nomme un conseil de surveillance (*the Supervisory Board*) d'un maximum de 7 personnalités qualifiées indépendantes.

Le réseau CARE International a décidé qu'il serait dans l'avenir majoritairement constitué de membres du Sud. Après la Thaïlande, l'Inde et le Pérou devenus membres il y a quelques années, d'autres pays ont rejoint le *Council* : le Maroc, l'Égypte, l'Indonésie et le Sri Lanka.

Le *Council* est ainsi l'organe d'expression de membres toujours plus nombreux, tandis que le *Supervisory Board* a une vision plus stratégique, en dehors des intérêts particuliers des membres nationaux. Le *Supervisory Board* est présidé par Louise Fréchette, canadienne. Arielle de Rothschild a été élue membre du *Supervisory Board* et trésorière de CARE International.

1.3 CARE FRANCE EN RÉSUMÉ

CARE France est une association loi 1901, fondée en 1983 et reconnue d'utilité publique :

- Ressources de l'exercice fiscal 2018 (juillet 2017 - juin 2018) = 32 millions d'euros ;
- 85 % des fonds affectés à la mission sociale ;
- 102 000 donateurs et 251 adhérents actifs ;
- 41 salariés à Paris, 15 expatriés, 261 salariés dans les bureaux de pays
- Une aide apportée à 815 000 personnes dans 28 pays à travers 95 projets. CARE France assume la supervision globale de la stratégie et des opérations de trois bureaux CARE au Cameroun, au Liban et à Madagascar.

Depuis 2003, CARE France est impliquée en Roumanie suite à sa fusion avec l'association SERA France. CARE Maroc sera bientôt un membre de plein exercice du réseau international. En attendant, CARE France maintient une relation privilégiée avec CARE Maroc, ex bureau lié à la France.

2. Gouvernance, cartographie des risques

2.1 LA GOUVERNANCE DE CARE FRANCE

Au 20 décembre 2018, date de l'assemblée générale annuelle 2018, l'association comptait 251 membres actifs. En 2018, le conseil d'administration comprenait 12 membres, dont 8 femmes et 4 hommes. Il s'est réuni 5 fois au cours de l'année fiscale 2018. Depuis mars 2018, le conseil d'administration et le bureau de CARE France sont présidés par Loraine Donnedieu de Vabres - Tranié. Arielle de Rothschild, présidente sortante, a été nommée présidente d'honneur de l'association.

Il n'y a aucun conflit de gouvernance à signaler.

Taux de participation aux réunions du CA	
AF 2016	51%
AF 2017	66%
AF 2018	66%

AXE DE PROGRÈS : l'objectif de taux de participation devra être de 75%.

Le bureau du conseil d'administration, actuellement constitué de 4 membres élus pour 2 ans, s'est réuni 5 fois en 2018.

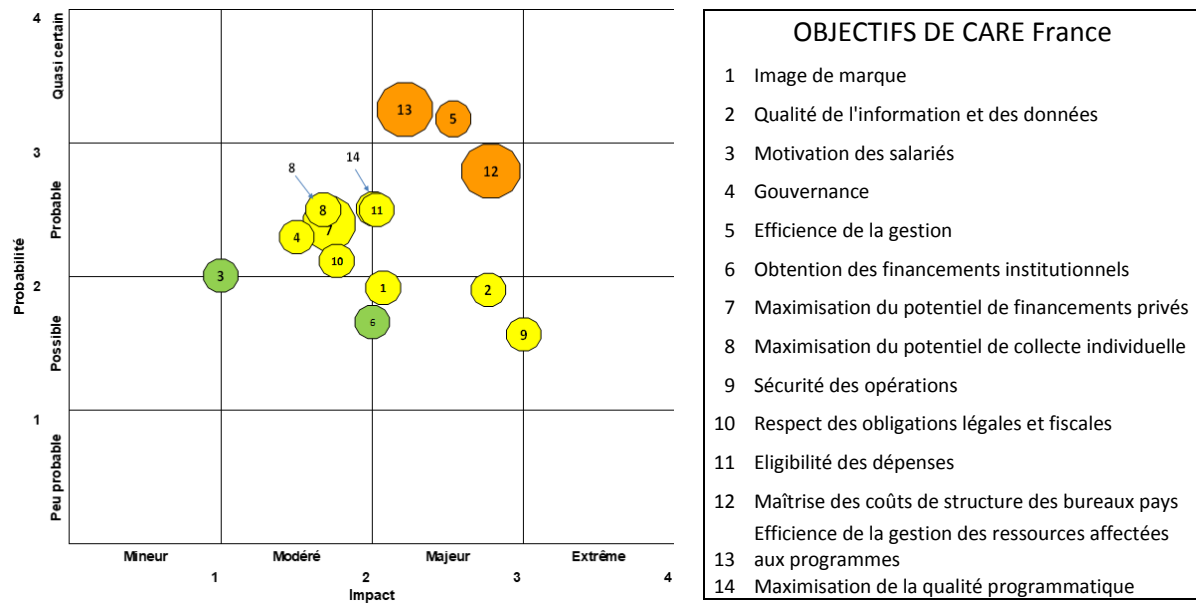
Taux de participation aux réunions du bureau	
AF 2016	89%
AF 2017	75%
AF 2018	85%

2.2 LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Chaque année, le comité finances, gouvernance et risques du conseil d'administration fait établir une cartographie des risques par la direction financière. Pour chaque risque, un plan d'action est défini par chaque directeur et directrice en charge.

La mise en œuvre du plan est présentée tous les ans au conseil d'administration.

Le tableau de synthèse de septembre 2018 est présenté ci-après.



On note une diminution du nombre de risques significatifs « orange » (3 au lieu de 4 l'an dernier. Le degré de maîtrise reste identique, toutefois la probabilité d'occurrence augmente et l'évaluation globale de l'ensemble des risques identifiés lors de cette cartographie augmente légèrement. Les facteurs de risques majeurs font l'objet de plans d'action spécifiques portés par les directeurs.

AXE DE PROGRES : les risques les plus significatifs devront être réduits et le degré de maîtrise augmenté : il ne devra y avoir aucun risque en orange.

2.3 PROJETS ET AUDITS

En novembre 2017, un audit interne a eu lieu en Roumanie sur les activités de SERA Romania, partenaire historique de CARE France. Le résultat de l'audit est satisfaisant dans l'ensemble mais requiert des améliorations. Comme pour chaque audit interne, des recommandations ont été émises pour améliorer le contrôle interne et vérifier l'utilisation conforme et efficiente des fonds de CARE France. Ces recommandations sont suivies à intervalle régulier.

L'auditrice interne a appuyé CARE Liban dans la préparation de l'audit externe du programme « Lebanese Cash Consortium ». L'audit s'est focalisé sur la réconciliation entre le cash distribué aux réfugiés syriens et les montants reportés dans les rapports financiers soumis à ECHO et DFID.

Également, l'auditeur européen de CARE International a réalisé un audit du projet « ECHO Sud » mis en œuvre à Madagascar.

La nouvelle politique anti-fraude de CARE International est effective depuis février 2018. L'objectif de cette procédure est d'harmoniser les procédures de prévention, détection et gestion de la fraude au sein du réseau. A noter la mise en place d'une hotline pour les lanceurs d'alerte.

3. La loyauté des pratiques

3.1 NOTRE ÉTHIQUE

Membre du réseau CARE International, CARE France s'engage à suivre les principes éthiques définis par CARE International², le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les standards SPHERE³ ainsi que par d'autres codes de bonne conduite signés par le réseau.

Depuis 2009, CARE France est membre du Comité de la Charte du Don en Confiance⁴, organisme qui exerce depuis plus de 25 ans la mission de contrôle de l'appel à la générosité publique. L'association suit les consignes du Comité de la Charte en matière de communication responsable, d'appels de fonds, de recherche de legs... Tous les ans, le représentant du Comité de la Charte est invité à assister à une réunion du conseil d'administration de CARE France ainsi qu'à l'assemblée générale où il peut s'adresser librement aux adhérents.

Une fois par an, la liste des principaux fournisseurs de l'association (représentant au moins 80 % des achats) est présentée en conseil d'administration afin d'identifier tout élément susceptible de créer un conflit d'intérêt. Il existe également un rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions susceptibles de créer un conflit d'intérêt.

Il n'y a eu aucun possible conflit d'intérêt identifié en 2018.

Un comité de sélection est constitué lors de toute embauche. Par ailleurs, les membres du bureau font partie des comités de sélection lors du recrutement d'un cadre dirigeant.

² Principales politiques communes au réseau CARE international : *External feedback and complain policy, Gender policy, Policy framework for CI relations with military forces, Prevention of sexual exploitation & abuse policy, Public information disclosure policy* (accessibles sur internet). <http://www.CARE-international.org/about-us/accountability.aspx>

³ www.sphereproject.org

⁴ www.comitecharte.org

La communication est également un secteur où les bonnes pratiques revêtent une importance capitale, notamment en ce qui concerne la levée de fonds. CARE International a mis au point des *guidelines* décrivant les règles et bonnes pratiques que CARE France s'est engagée à suivre.

3.2 TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ

Afin de lutter contre la corruption et la fraude, que ce soit sur le terrain, dans les bureaux-pays rattachés à CARE France ou au siège de l'association, une sensibilisation à la politique de lutte contre la fraude est effectuée annuellement et doit être suivie par chaque employé et employée.

Il y a eu 8 cas de fraude et de corruption reportés en FY18. Ces cas étaient de petite envergure et ont été sanctionnés.

Le secrétariat général du réseau CARE International a lancé un chantier de définition d'un cadre de redevabilité (*accountability framework*) commun aux membres. Il est consultable sur le lien : https://www.careinternational.org/files/files/CARE's%20Accountability%20Framework_French%20Version.pdf

Le premier rapport d'impact global est consultable : <https://www.care-international.org/our-impact>

Les plaintes des donateurs sont enregistrées et traitées par le service marketing afin de s'assurer qu'il n'y a pas de problèmes récurrents. La quasi-totalité des reproches portent sur les appels aux dons jugés trop nombreux : téléphone, courriers, courriels..., et aussi parfois sur le choix des causes soutenues par CARE : intervention auprès des migrants en Europe, ou auprès des réfugiés de Vénézuéla (crise jugée trop politique)...

3.3 PLACEMENTS FINANCIERS

Une partie de la trésorerie de CARE France est placée sur un compte d'épargne ou en titres monétaires. CARE France n'a aucun placement financier pour ses réserves.

Cette politique a été décidée en 2014 au vu de la très faible rémunération actuelle des placements de court ou moyen terme. Après négociation avec les banques, le trésorier de l'association a préféré obtenir une baisse importante des commissions prises par la banque sur le traitement des prélèvements automatiques mensuels, principales sources de rentrée de fonds privés de CARE France, plutôt qu'une rémunération minimale des placements.

4. Genre, développement des communautés, droits humains

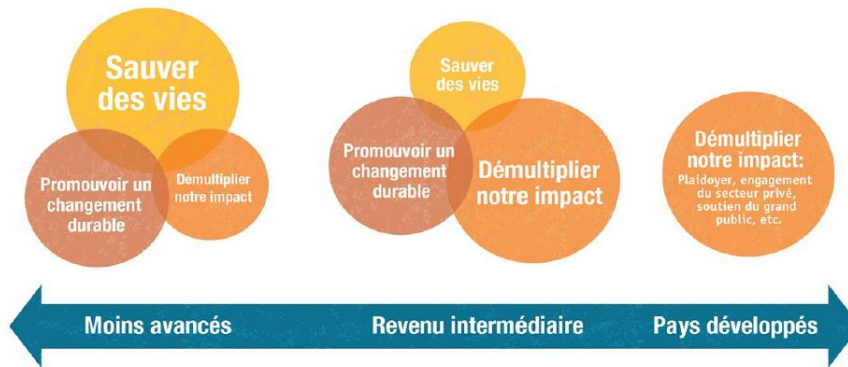
4.1 APPROCHES ET OBJECTIFS

Les femmes et les jeunes filles sont les principales bénéficiaires des projets de CARE France.

Des programmes (correspondant à des axes d'action et d'impact stratégiques) sont définis par les équipes sur le terrain, en réponse aux attentes des communautés et des autorités locales et en accord avec les membres du réseau.

- **Que fait CARE ?** => CARE France et le réseau international se sont donné trois missions : action humanitaire, développement de long terme et multiplication de l'impact.

- **Comment agit CARE ?** => Les actions s'articulent autour de trois axes principaux : égalité de genre et *empowerment* des femmes et des filles, promotion d'une gouvernance inclusive (incluant les relations avec le secteur privé) et renforcement de la résilience.
- **Où travaille CARE ?** => CARE intervient à la fois dans les pays à très faibles revenus, à revenus intermédiaires et développés. Les missions et actions sont différentes selon les types de pays.



- **Sur quels objectifs s'engage CARE ?** l'ensemble du réseau CARE s'engage pour 4 résultats à fort impact :



4.2 RECONNAISSANCE DES PARTIES PRENANTES DANS LES PROGRAMMES

L'écoute de nos parties prenantes et la prise en compte de leurs intérêts font partie des valeurs de CARE et se font à toutes les étapes du programme.

En particulier, CARE a signé le Charter4Change (www.charter4change.org) qui décrit 8 engagements des ONG internationales à changer leur façon de travailler avec les ONG nationales partenaires et qui a été lancé lors du sommet humanitaire mondial d'Istanbul en octobre 2015.

Nous nous engageons notamment à accroître la proportion et la transparence de nos transferts de ressources vers les réseaux nationaux et régionaux du Sud et les ONG locales, à passer d'une approche de sous-financement à des partenariats plus stratégiques avec les acteurs ou encore à allouer des ressources aux partenaires pour le renforcement de leurs capacités.

4.3 LA DIMENSION GENRE DANS LES PROJETS

CARE France suit les bonnes pratiques décrites dans le document *Gender Policy*⁵ de CARE International, révisé en juillet 2018 et qui intègre depuis la dimension diversité sexuelle. Afin de renforcer les compétences de ses équipes et des bureaux-pays sur l'égalité de genre, des ateliers de réflexion et des formations ont été régulièrement organisés et vont continuer à l'être. Ils sont l'occasion pour l'équipe de s'interroger sur les stéréotypes et les normes sociales liés au genre qui affectent nos bénéficiaires, mais aussi notre vie, tant personnelle que professionnelle (budgétisation sensible au genre, ...).

Une personne de la direction des programmes a la responsabilité transversale de la bonne prise en compte de la question du genre dans la RSA de l'association.

Le directeur général de CARE France envoie chaque année un rapport sur ce thème au conseil de supervision de CARE International.

Depuis plusieurs années, CARE France a mis en place un « marqueur *genre* » qui analyse la capacité de chaque projet (lors de l'évaluation des besoins, de la mise en place des activités et de la mesure de l'impact) à répondre aux besoins spécifiques des femmes et à contribuer au respect de leurs droits.

La notation va de 0 à 4 selon le degré de contribution du projet concerné aux questions de genre :

Note 0 Nocif	L'approche du projet renforce les stéréotypes de genre inéquitables ou marginalise certaines personnes dans le processus de réalisation des objectifs du projet.
Note 1 Neutre	L'approche ou les activités du projet ne traitent pas activement les stéréotypes de genre et la discrimination mais ne nuisent pas au genre . Les projets de ce type de projet sont souvent moins efficaces parce qu'ils ne parviennent pas à répondre aux besoins propres à chaque sexe.
Note 2 Sensible	L'approche ou les activités du projet répondent aux différents besoins et contraintes des individus en fonction de leur genre et de leur sexualité. Ces activités améliorent considérablement l'accès à la protection ou à la santé des femmes et des hommes. Mais rien est fait concrètement pour changer les questions contextuelles plus larges qui sont à l'origine des inégalités entre les genres. Ce type de projet n'est pas suffisant pour modifier fondamentalement l'équilibre du pouvoir dans les relations entre les genres.
Note 3 Réactif	L'approche ou les activités du projet aident les hommes et les femmes à examiner les attentes sociétales entre les genres , les stéréotypes et la discrimination, et à comprendre leurs impacts sur la santé sexuelle des hommes et des femmes et les relations entre les genres.
Note 4 Transformatif	L'approche ou les activités du projet cherchent activement à établir des normes sociales et des structures équitables , et installent des comportements individuels d'équité entre les genres.

⁵ Source : ([ici](#))

Marqueur Genre	% de projets notés 0	% de projets notés 1	% de projets notés 2	% de projets notés 3 ou 4
2017	0%	24%	28%	48%
2018	0%	35%	18%	47%

AXE DE PROGRÈS :

L'objectif est que plus de 50 % des projets de CARE France soient notés 3 ou 4 (réactifs ou transformatifs).

L'action sur les questions de genre est également importante au niveau du plaidoyer. CARE France participe aux consultations organisées par le ministère des Affaires étrangères et l'Agence française de développement dans le cadre de la mise en œuvre de leurs stratégies *genre*, et a animé des rencontres thématiques à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

CARE France échange aussi ses compétences avec les autres acteurs associatifs français notamment au sein de la commission genre de Coordination Sud, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

La due diligence faite par CARE France sur ses possibles bailleurs de fonds, et en particulier sur les entreprises privées, intègre désormais la dimension genre.

4.4 PROGRAMMES ET DROITS HUMAINS

Dans nos programmes (femmes, enfants, minorités) :

Nos projets d'urgence doivent suivre la politique de prévention des abus sexuels vis-à-vis des bénéficiaires en situation d'urgence applicable par tous les membres de CARE International.

Dans le cadre de nos projets de développement, la diversité des partenariats nous permet de travailler avec des organisations d'activistes et de protection des droits humains.

Pour les partenaires opérationnels (diligence raisonnable) :

La question des droits humains se pose également au niveau des partenaires avec lesquels nous travaillons sur le terrain : il faut s'assurer que ces derniers respectent les lois internationales et locales sur les conditions de travail, ne font pas appel au travail des enfants, que les hommes en situation de pouvoir n'abusent pas des femmes en particulier dans les situations d'urgence et dans les projets en contrôles à distance où nos équipes ne peuvent se rendre...

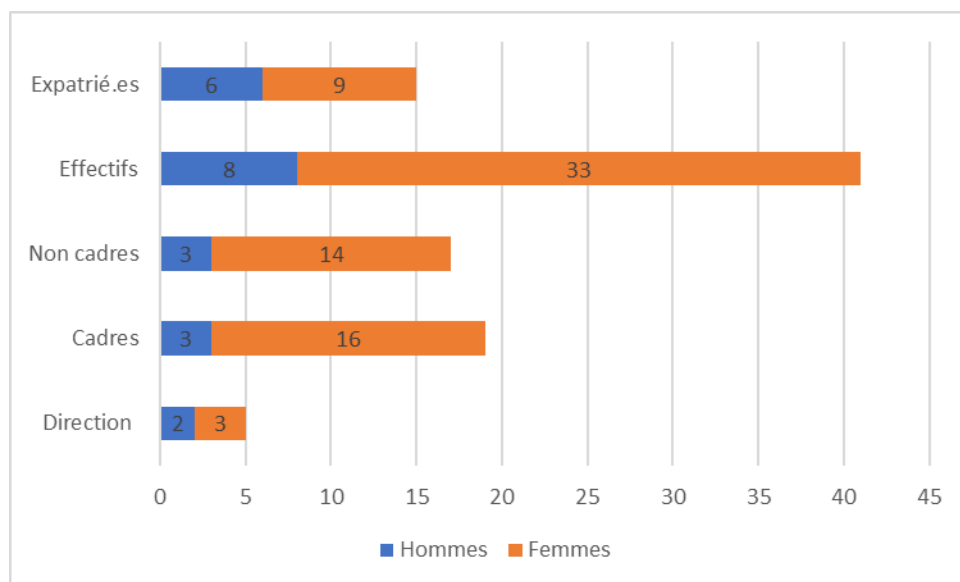
AXE DE PROGRES :

La majorité des partenaires opérationnels et des fournisseurs importants doivent avoir signé notre politique de prévention des abus sexuels (PSEA).

5. Les relations et conditions de travail

Au 1^{er} juillet 2018, l'équipe de direction du siège se composait de 5 personnes : 3 femmes et 2 hommes. Sur le terrain, les bureaux du Liban et du Cameroun sont dirigés par des femmes ; celui de Madagascar par un homme.

Au siège, le personnel, composé de 41 personnes, est très largement féminin, comme d'ailleurs dans tout le secteur non marchand.



En outre, le personnel se compose de :

Expatriés / expatriées sous contrat de travail CARE France = 15

Effectif sous contrat de travail CARE Cameroun = 92

Effectif sous contrat de travail CARE Liban = 39

Effectif sous contrat de travail CARE Madagascar = 130

5.1 LE PLAN D'ACTION GENRE

En 2016, CARE France a missionné un cabinet externe spécialisé pour réaliser un audit sur la question du genre. Cette intervention a permis d'établir un plan d'action pour les trois prochaines années autour de quatre objectifs :

- Promouvoir l'égalité femmes-hommes dans la gestion des ressources humaines de CARE France ;
- Faire du genre un critère déterminant pour la construction des partenariats avec les fondations et les entreprises ;
- Prendre en compte l'approche *genre* de CARE France dans tous les supports de communication
- Renforcer l'usage du marqueur *genre* afin d'améliorer la qualité des projets et proposer une offre de formations sur le genre.

Des salarié-e-s volontaires de CARE France ont constitué une *Gender Team* qui se réunit tous les mois et qui constitue notamment une cellule de veille et d'accompagnement du plan d'action émanant des recommandations de l'audit. La *Gender Team* diffuse un bulletin régulier d'informations.

5.2 FORMATION ET RÉMUNÉRATIONS

Année	Heures de formation dispensées	Effectif CARE France
2015	509 heures	42 personnes
2016	534 heures	43 personnes
2017	574 heures	39 personnes
2018	1 138 heures	41 personnes

En 2018, les 1 138 heures de formation ont représenté 1.52 % du temps de travail global de l'effectif.

90% du personnel a bénéficié d'au moins une formation au cours de l'année.

AXE DE PROGRES :

Le temps dédié à la formation progresse mais reste insuffisant par rapport à l'engagement de consacrer 2% du temps de travail global à la formation.

La politique salariale et la grille des salaires de l'association ont été revues courant 2018. 60% des salariés ont bénéficié d'une revalorisation de leur salaire. L'impact de la revalorisation correspond à une progression de 2.3% des salaires. Globalement sur 2018 en tenant compte de la revalorisation, des augmentations de salaire générale et au mérite, les salaires ont progressé de 7,4 %.

Cette nouvelle grille doit ainsi positionner CARE France dans la médiane du secteur, lui-même en décrochage sensible par rapport aux secteurs public ou marchand.

L'amplitude de l'échelle des salaires au siège va de 1 à 5,5.

Au 1^{er} juillet 2018, la moyenne des 3 salaires annuels bruts les plus élevés était de 73 895 euros.

Ces informations sont également publiées dans chaque rapport annuel et sont disponibles sur le site internet de l'association.

AXE DE PROGRES :

Au sein des bureaux-pays, l'échelle des salaires est plus élevée. Il existe des divergences complexes entre les pratiques des membres du réseau. On constate également des différences sensibles de salaires parmi les expatrié-e-s directement salarié-e-s par CARE France, en fonction des pratiques sociales du pays d'activité. Il n'y a pas eu de progrès sur cette question en 2018.

5.3 CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans les contextes d'urgence où CARE travaille, les collaborateurs-trices, de toutes nationalités, sous contrat CARE ou sous contrat d'un partenaire de mise en œuvre, peuvent se retrouver exposé-e-s à des dangers variés et très sérieux. CARE International dispose d'une équipe de sécurité mutualisée et basée à Genève au secrétariat international. Tous les bureaux de pays opérant dans des zones à risque ont, au sein de leur équipe, un responsable sécurité, mais les conditions de sécurité, en particulier en Syrie ou dans la région du Lac Tchad, sont particulièrement préoccupantes.

Il n'y a eu aucun incident critique de sécurité à signaler pendant l'exercice.

5.4 HARCELEMENT, ABUS SEXUELS

En 2009, CARE International a publié sa [politique contre l'exploitation et les abus](#) qui décrit explicitement les comportements inacceptables et les mécanismes internes pour enquêter sur les allégations, soutenir les victimes et agir contre les auteurs de ces abus, y compris les référer aux autorités compétentes.

Les collaborateurs signent un code de conduite, des formations de sensibilisation ont été mises en place, tout abus ou harcèlement peut être signalé par le biais des équipes de management ou de ressources humaines ou par un appel sur une plateforme/ligne téléphonique dédiée, les responsables RH sont sensibilisées au repérage de candidats à risque, etc...

En 2018, le réseau CARE International comptait près de 10 000 employés dans 95 pays. Au cours des 12 derniers mois, les membres du réseau CARE International ont instruit 47 plaintes (28 en 2017). L'augmentation des cas montre l'impact des mesures de prévention et de dénonciation. Tous les cas ont été étudiés très sérieusement et se décomposent comme suit :

- 18 cas d'abus ou d'exploitation sexuels envers des bénéficiaires. Neuf ont été confirmés. Sept membres du personnel ont été licenciés et deux ont reçu un avertissement.

- 29 cas internes de harcèlement sexuel, dont dix ont été confirmés. Huit membres du personnel ont été licenciés, un cas a coïncidé avec une fin de contrat, et une personne a reçu un avertissement.

Sur les 19 cas confirmés ci-dessus, aucun ne provient des pays sous la responsabilité de CARE France.

AXES DE PROGRES:

- **La prévention des abus sexuels et du harcèlement doit être améliorée dans les bureaux pays.**
- **Les mécanismes de plainte accessibles pour les participants et participantes (et celles-ci en premier lieu...) à nos programmes doivent être renforcés.**
- **La démarche de prévention et de sanction doit être élargie aux partenaires locaux et aux fournisseurs**
- **Un travail en commun avec le réseau international et les autres ONG françaises doit permettre de faciliter le repérage de candidats à risque lors des recrutements et prises de références.**

6. Les questions relatives aux parties prenantes externes

6.1 LES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Les fonds provenant des fondations et entreprises ont représenté 12% des ressources de l'association, soit 3.8 millions d'euros en 2018.

Nous attachons une grande importance à ce que ces collaborations s'inscrivent en cohérence avec nos valeurs et nos actions. De ce fait, nous nous interdisons de travailler avec les secteurs de la pornographie, de la vente/production d'armes, de l'extraction de minerais, de la production/distribution d'énergies fossiles et de l'industrie du tabac. Nous sommes également extrêmement vigilants sur toutes les formes d'exploitation des enfants ou des travailleurs. Par ailleurs, l'équipe dédiée aux partenariats avec les entreprises travaille en étroite relation avec ses homologues des autres membres du réseau, dans les sièges ou sur le terrain, et avec les autres spécialistes d'associations amies afin de réaliser des *due diligences* avant d'établir tout partenariat avec une entreprise. Il s'agit d'éviter les risques d'instrumentalisation de l'image de CARE à des fins de *social* ou *green washing*.

Un motif de fierté pour CARE France est que c'est notre système de due diligence qui a été choisi par les autres membres pour être déployé dans tout le réseau international.

6.2 LES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS INSTITUTIONNELS

Les bailleurs institutionnels ont représenté 60 % des ressources de l'association en 2018, soit 19.1 millions d'euros, en baisse significative par rapport à l'an dernier du fait du moindre volume de réponses aux Urgences. Il faut noter en revanche la croissance significative des fonds en provenance de l'Agence Française de Développement et du centre de Crise du Quai d'Orsay.

Les relations avec les bailleurs institutionnels sont gérées par les équipes programmes et opérations qui répondent aux appels d'offres. Elles informent régulièrement les bailleurs du développement des programmes, par l'envoi de rapports qui répondent au format souhaité par les bailleurs.

Les bailleurs publics institutionnels sont souvent des États : leur agenda politique, militaire, économique, religieux ne correspond pas toujours aux valeurs défendues par CARE. En cas de doute, l'avis du bureau du conseil d'administration est requis.

AXE DE PROGRES:

Des actions de plaidoyer sont menées par CARE, en direct ou au sein de Coordination Sud pour :

- **promouvoir l'augmentation de l'aide publique française.**
- **Encourager les bailleurs internationaux, au premier chef l'Union Européenne, à harmoniser et simplifier leurs règles : le secteur de l'humanitaire et du développement étouffe sous la bureaucratie et les contraintes contreproductives...**

6.3 LES RELATIONS AVEC LES DONATEURS ET DONATRICES PRIVÉS

Les fonds collectés auprès des personnes privés ont représenté 26.4% des ressources de l'association en 2018, soit 8,4 millions d'euros. L'équipe en charge du marketing gère les relations avec les 102 000 donateurs actifs de l'association. Chaque année, les donateurs reçoivent un résumé des états financiers et faits marquants de l'année (*L'Essentiel*) examiné par le Comité de la Charte du don en confiance. Ils disposent d'un espace dédié sur le site internet de l'association, qui leur permet de télécharger les justificatifs de leurs dons. CARE France ne procède à aucun échange ni à aucune location de ses fichiers avec des associations ou organisations commerciales.

Une politique sur les legs a été adoptée par le conseil d'administration de CARE France afin d'éviter tout abus ou conflit d'intérêt.

En juin 2018 le Comité de la Charte a renouvelé l'attribution triennale du label *Don en Confiance* à CARE France.

AXE DE PROGRES:

La mise en oeuvre du RGPD à CARE France a commencé. Un DPO a été nommé. L'inventaire des traitements de données est en cours de réalisation ainsi que la rédaction des premiers registres de traitement.

6.4 LES RELATIONS DE PROXIMITE DANS LE 19ème ARRODISSEMENT

CARE France occupe le troisième étage d'un bâtiment occupé par des associations : les étages du bas, France Terre d'Asile accueille des migrants demandeurs d'asile et des mineurs on accompagnés. Des services d'EMMAUS et de Groupe SOS se partagent le quatrième étage. Les échanges sont courants entre les associations.



Le 19^{ème} a vu arriver plusieurs vagues de migrants, livrés à eux-mêmes sur les places et les rues du quartier. La solidarité locale a été forte. CARE France fait partie de la plateforme d'accueil et d'insertion des migrants mise en place par la Ville de Paris. CARE France soutient financièrement une petite association de l'arrondissement, *Femmes de la Terre*, qui vient en aide aux femmes primo arrivantes ou victimes de violences.

7. Les actions de CARE France pour l'environnement

7.1 UN MARQUEUR RESILIENCE POUR CHAQUE PROJET

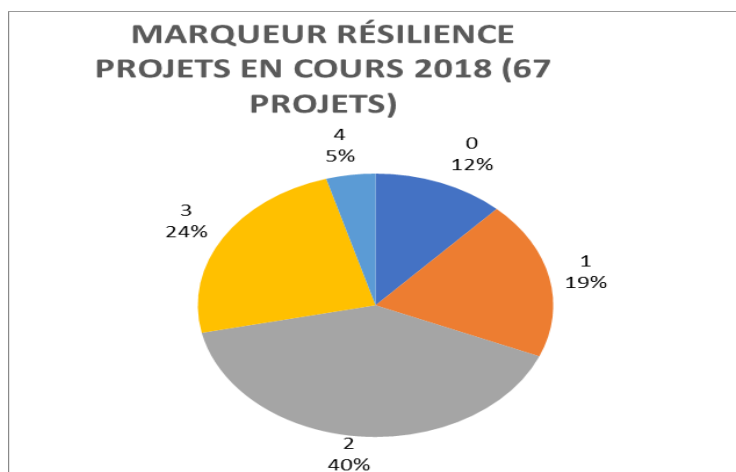
La résilience⁶ est, avec le genre et la gouvernance inclusive, l'un des trois éléments de l'approche intégrée de CARE qui vise à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la pauvreté et de l'injustice sociale. Jusqu'en 2017, CARE France passait l'ensemble de ses projets au filtre d'un outil appelé « marqueur changement climatique et réduction des risques ». Depuis, CARE France s'est aligné avec l'approche de CARE International et utilise le « marqueur résilience » partagé par les membres du réseau. Utilisé dès la conception des projets, cet outil permet aux équipes d'auto-évaluer le niveau d'intégration de la résilience dans nos interventions afin d'en identifier les forces et les points d'amélioration. Les équipes sièges et terrain sont systématiquement formées et accompagnées dans l'utilisation de ce marqueur. Au terme de l'exercice, le marqueur résilience permet d'attribuer à chaque projet une note entre 0 et 4, allant de "aucune intégration de la résilience" à "excellente intégration de la résilience"

0	1	2	3	4
Aucune intégration de la résilience	Faible intégration de la résilience	Moyenne intégration de la résilience	Bonne intégration de la résilience	Excellente intégration de la résilience

En 2018, plus de 85% des projets pour lesquels le marqueur est applicable⁷ ont été notés. Le marqueur est en cours d'élaboration pour 11% d'entre eux et 3% n'ont pas été notés.

⁶ La résilience est définie par CARE comme la capacité des individus et communautés à faire face à des chocs et pressions, qui peuvent être d'ordre climatique, géopolitique, économique, sanitaire, social, etc.

⁷ Le marqueur a été considéré comme 'non applicable' pour 34% des projets, dans le cas par exemple de projets



AXES DE PROGRES :

- Généraliser l'utilisation du marqueur résilience à l'ensemble des projets.
- Atteindre le seuil de 50% des projets avec une note supérieure à 3.

7.2 LE PLAIDOYER CONTRE LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

CARE France investit significativement dans des actions de plaidoyer à destination des décideurs politiques afin de lutter contre les causes et conséquences du changement climatique. L'association est représentée chaque COP.

Pour maximiser l'efficacité et l'impact de nos actions, nous poursuivons nos efforts de travail en réseau avec les principales plateformes associatives du secteur : Coordination SUD, Réseau Action Climat, et avec le centre d'expertise de CARE International sur les interrelations pauvreté, environnement et changement climatique).

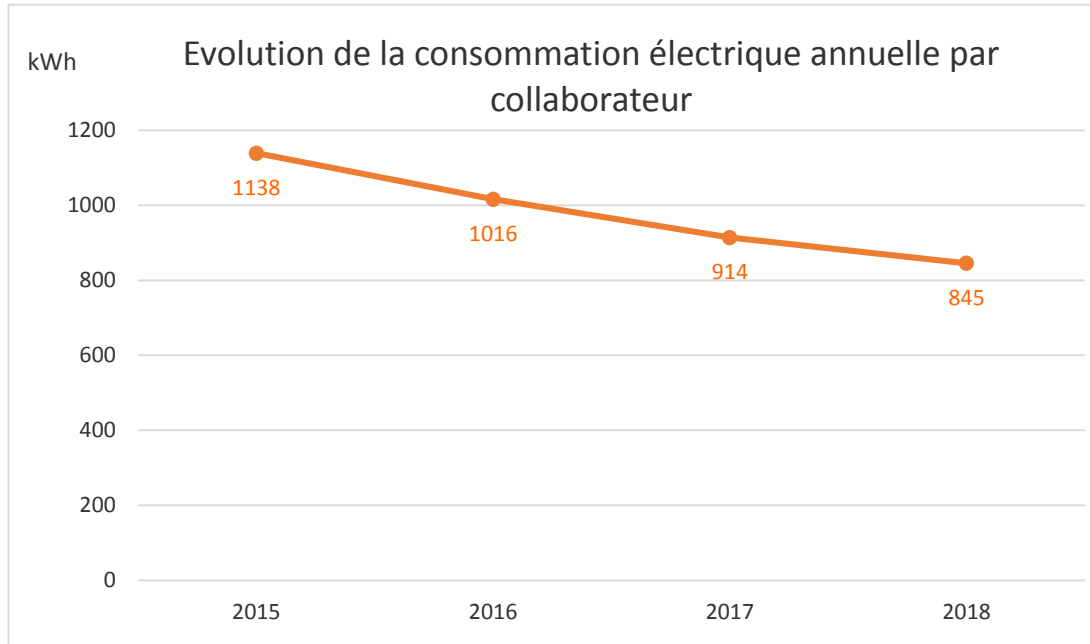
7.3 LE BILAN CARBONE DE CARE FRANCE

7.3.1 La consommation d'énergie

Afin de réduire son impact environnemental, CARE France a opté depuis plusieurs années pour le fournisseur *Planète Oui*, fournisseur d'électricité 100 % renouvelable.

Par ailleurs, la consommation électrique annuelle par collaborateur est en diminution constante depuis 2015. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs, tels que les actions de sensibilisation menées sur l'usage responsable des chauffages et climatiseurs, ou encore le renouvellement progressif du parc informatique en faveur d'appareils plus économes.

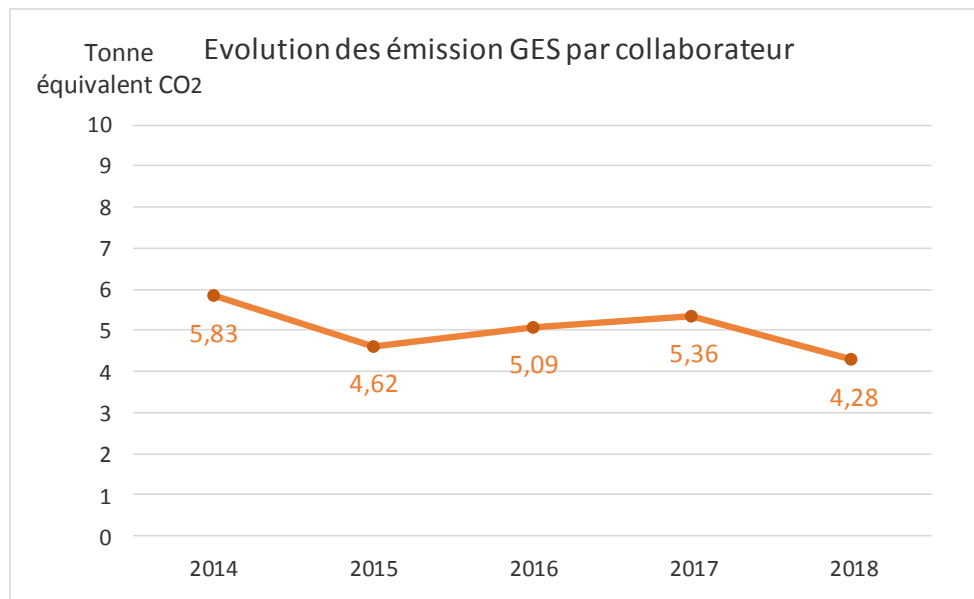
menés en France, ou de projets d'urgence pure sur une durée particulièrement courte ne permettant pas d'actions de renforcement de la résilience.



7.3.2 Le transport

L'objet social international de l'association implique de nombreux déplacements en avion long-courrier, ce qui génère des émissions de gaz à effet de serre incompressibles.

En 2018, les émissions dues aux transports (aériens et ferroviaires) se sont élevées à 184,5 TeqCO₂ soit 4.28 TeqCO₂ par personne, une baisse de 20% par rapport à l'année précédente.



Cette baisse peut s'expliquer par le travail de sensibilisation effectué en interne, et les efforts engagés pour renforcer les pratiques de communication à distance.

Chaque direction comptabilise les émissions liées aux déplacements aériens de ses collaborateurs et favorise systématiquement l'usage du train lors de déplacements nationaux ou européens proches.

Par ailleurs, CARE France a mis en place plusieurs mesures pour améliorer ses outils de communication à distance, malgré les difficultés techniques et les problèmes de qualité de liaison, avec le déploiement de « Teams » pour échanger avec les équipes terrain et l'utilisation de systèmes de téléconférence simples quand les conditions s'y prêtent.

Néanmoins, la tendance à la baisse constatée en 2018 doit être appréhendée avec précaution, dans la mesure où de nombreux facteurs conjoncturels sont intervenus, tels qu'un important renouvellement des équipes au siège. Les prévisions pour l'année fiscale 2019 sont à la hausse.

AXE DE PROGRES:

- **Elaborer une politique éco-responsable liée aux transports.**
- **Mettre en place d'un système complet de téléconférence à distance.**

7.3.3 Le fonds carbone interne

Une taxe carbone interne est appliquée depuis 2016. Les émissions mesurées à l'issue de l'exercice fiscal 2018 (184,5 T_{eq}CO₂) ont été valorisées à 39 euros la tonne (prix de référence dans la loi de Finances 2018), pour un total de 7 200 euros. Le produit de la taxe interne, qui s'élève aujourd'hui à 18 475 euros, est mis en réserve dans un « fonds carbone » au passif du bilan.

AXE DE PROGRES:

- **Identifier les meilleures options d'investissement du produit du fonds carbone dans des projets de compensation des émissions.**

7.4 LE RECYCLAGE

CARE France a mis en place le tri des déchets et fait appel à un prestataire externe depuis 2016 pour la collecte et le recyclage.

En 2018, plus de 603 kg de déchets ont été collectés et recyclés : papier, cartons, bouteilles, plastiques, vêtements et matériel informatique. Cela équivaut à :

- 180.090 litres d'eau économisés ;
- 332 kg de CO₂ économisés ;
- 2412 KWH non-consommés !

Toutefois, si CARE se félicite des bonnes pratiques de recyclage au sein de l'organisation, le meilleur déchet reste celui que l'on ne produit pas. En ce sens, nous œuvrons via des actions de sensibilisation à une réduction du volume global de nos déchets recyclés et non recyclés.

AXE DE PROGRES:

- **Réduire au maximum le volume des déchets (recyclés et non-recyclés) en sensibilisant les collaborateurs (impressions, déjeuners et traiteurs, etc.).**

7.5 ACHATS DURABLES

Une politique d'achat durable couvre l'ensemble des achats faits par le siège dans les différents domaines : services généraux, communication et goodies, organisation d'événements (restauration, hébergement, transport). Cette politique reflète ainsi la volonté de contractualiser avec des fournisseurs et partenaires engagés dans des pratiques durables. Lors des appels d'offre, il est demandé aux fournisseurs importants de présenter leur politique RSE.

AXE DE PROGRES:

- **Formaliser l'adoption de la politique d'achat durable en cours d'élaboration**
- **Mesurer et suivre les progrès en termes d'achats durables**

7.6 SENSIBILISATION DES ÉQUIPES

Depuis 2012, des salariés volontaires se réunissent au sein de la *Green Team* de CARE afin de réfléchir à l'impact environnemental des actions de l'organisation au siège et sur le terrain, et proposer et/ou mener des chantiers d'amélioration.

Ainsi, un travail de communication et sensibilisation est mené en continu. Il vise notamment à :

- Renforcer la sensibilisation des collaborateurs à travers la diffusion d'une *Green Newsletter* réalisée par les salarié-es volontaires de la *Green Team* ;
- Informer le conseil d'administration sur les actions climat de l'association (campagnes de plaidoyer, projets de terrain, amélioration des pratiques internes) ;
- Partager avec l'ensemble de nos bureaux pays la démarche de CARE France et les actions menées pour réduire notre impact environnemental.



En 2018, un défi *Green Team* a été lancé au siège afin d'impliquer l'ensemble des collaborateurs sur les questions de développement durable. Pendant deux semaines, les équipes au siège ont été amenées à réfléchir sur les pratiques et comportements écoresponsables liés à la dépense énergétique des serveurs informatique, l'utilisation des climatiseurs, la consommation de viande, la production de déchets plastique, etc.

AXE DE PROGRES:

- **Susciter la création de *Green Teams* dans les autres bureaux sous la responsabilité de CARE France.**

8. Tableau des objectifs et des indicateurs de progrès

	Indicateur	Objectif d'ici 2020	Évaluation 2018	Progression sur un an
Gouvernance	Parité de genre	50-50	Atteint	😊
	Taux de participation au CA	75%	66%	😊
Gestion	Nombre de risques à maîtrise faible (en couleur orange)	0	3	😞
Partenariat entreprises	Publication de la politique de CARE International sur les principes d'engagement avec le secteur privé	mise en place en 2016	finalisée mais pas publiée	😞
Ressources humaines	Positionnement salarial médian de chaque groupe de responsabilité par rapport au secteur d'intérêt général	La médiane de chaque groupe est supérieure à la médiane du secteur	La médiane de 2 groupes sur 10 est inférieure à la médiane du secteur	😊
Ressources humaines	% du temps de travail consacré à la formation	2%	1,5%	😊
Impact des programmes	Taux de projets notés 3 (réactifs) ou 4 (transformatifs) en termes d'égalité de genre	>50%	47%	😊
Impact des programmes ?	Taux de projets notés 3 ou 4, les plus haute notes du marqueur résilience	>50%	29%	😊
Environnement	Émissions annuelles de gaz à effet de serre (avion et train)	-20% de 2014 à 2020	184 teq CO2 en FY18 (-15% par rapport à 2014)	😊